

NOTE D'INFORMATION – 14 février 2007

Doha vit toujours... mais le Cycle du Développement est-il mort ?

Bien que rien de concret ne soit sorti de Davos, bien qu'aucune nouvelle proposition n'ait été posée sur la table, bien que même les questions de procédure n'aient été abordées, tout le monde a décrété que Davos était un succès. Toutefois, si on peut conclure que les négociations repartent bien, il faudra sans doute admettre que les ambitions du Cycle de Doha pour le Développement ont d'une manière ou d'une autre, été revues à la baisse.

Il semble acquis que les Grands ont une base de discussion pour relancer la négociation, ce qui ne présume pas d'un résultat final. Des éléments existent aujourd'hui, notamment du côté américain, pour satisfaire un arrangement. Mais il est loin d'être sûr que l'aspect développement sorte gagnant de ce type d'accords entre grands.

Du côté américain

Au-delà du fait que personne n'était prêt, à ce stade, à endosser la responsabilité d'une rupture des négociations, il existe, notamment du côté américain, une réelle fenêtre d'opportunité. Le 31 janvier dernier, l'administration américaine a dévoilé sa proposition pour la nouvelle Farm Bill. Cette Farm Bill, présentée comme la plus innovante et réformatrice de sa génération par l'administration américaine, n'est que la première mouture d'un texte qui va être décortiqué et discuté dans les moindres détails par le Congrès. Sans préjuger de sa forme finale, on peut toutefois noter que les changements relèvent plus à court terme du toilettage que du grand bouleversement et que pour l'instant, les subventions ne sont pas réduites de façon drastique. Pour tenter de rendre la loi sur l'agriculture plus conforme aux règles de l'OMC et donc moins vulnérable aux attaques légales, les Etats-Unis proposent de transformer en partie le soutien aux produits au soutien aux producteurs, ce qui équivaldrait à faire passer les subventions de la catégorie orange à la catégorie verte. Ils proposent également de supprimer le soutien aux exploitations les plus riches. Les réactions à la Farm Bill – insatisfaction des milieux pro-libéralisation, des Européens et d'autres membres de l'OMC, etc. versus

relatif contentement des agriculteurs américains (ou relativement faible contestation) – montrent d'ailleurs que la réforme est loin d'avoir l'ampleur annoncée. Comme le dit le Secrétaire d'Etat à l'Agriculture Mike Johanns lui-même, « les dépenses agricoles doivent être plus équitables, plus prédictibles et moins facilement attaquables ». Il ne dit pas qu'elles doivent être réduites...

Dans la foulée du dépôt de la Farm Bill, Georges Bush a demandé une extension du Trade Promotion Authority (Fast Track). La reprise des négociations de Doha pourrait faciliter l'adoption par le Congrès d'un nouveau TPA. Toutefois, il faudrait pour cela que des propositions concrètes viennent alimenter les discussions.

Et pour le coton ?

Pour l'instant, les subventions pour le coton demeurent à un niveau assez élevé dans la proposition de l'administration américaine, au prétexte que des prix relativement bas comparativement aux autres produits de base agricoles justifient de prévoir une sécurité via des subventions. Selon certaines sources, les producteurs de coton américains toucheraient 2.8 milliards de dollars par an avec les termes de la Farm Bill 202 et 3.39 milliards de dollars si le Congrès adoptait la nouvelle proposition de l'Administration... Toutefois, la conjoncture actuelle des prix élevés du soja et surtout du maïs (en raison d'une forte demande de bio-carburant) pourrait entraîner un glissement de la production de coton vers ces produits plus attractifs dès cette année et contribuer à faire remonter les cours du coton ou diminuer les subventions américaines étant donné que les producteurs de coton diversifient leur production.

A Genève, le front du coton bouge. Parallèlement à la reprise des négociations, l'OMC a annoncé la tenue d'une importante conférence sur le coton les 15 et 16 mars prochain. C'est sur insistance des représentants du C4 à Genève que le Directeur-Général a finalement donné son accord à l'organisation d'une telle conférence qui devrait traiter conjointement des aspects commerce et aide relatifs au coton. Coïncidant avec une probable intense activité dans la négociation, cette conférence – qui devrait réunir les autorités des pays donateurs et des pays bénéficiaires – pourrait être l'occasion, entre autres, de concrétiser les engagements du Cadre de Juillet et de Hong Kong. En effet, les membres de l'OMC ont affirmé à ces deux occasions que le coton devrait être traité de « manière rapide, ambitieuse et spécifique ».

Comment envisager la suite ?

S'il est probable que des avancées dans la négociation se basent sur un accord entre les Etats-Unis et l'Union européenne, cela risque de se faire au détriment des ambitions du Cycle en matière de développement. De plus, certains pays pourraient contribuer sinon à bloquer, au moins à ralentir la négociation. C'est le cas de la France pour des raisons électorales. Du côté des pays émergents, si le Brésil paraît assez ouvert à la négociation, l'Inde en revanche, en tant qu'importateur de produits agricoles ne gagne rien à une libéralisation dans l'agriculture et devra consentir beaucoup d'efforts pour ouvrir dans le NAMA et les services. Il est difficile de donner quelque chose quand on reçoit peu ou rien en retour, ce qui est également le cas pour des pays en développement à revenu intermédiaire ne bénéficiant pas des avantages accordés aux PMA. Eux aussi pourraient ralentir les travaux, sans pourtant avoir de réels moyens de bloquer la négociation.

Conclusion

Les négociations ont donc formellement repris. Lamy a toutefois déclaré attendre de disposer d'éléments de substance tangibles avant de réunir les ministres autour de la table des négociations. Reste à voir la place qui sera accordée aux ambitieuses propositions en faveur du développement annoncées à Doha il y a déjà plus de cinq ans. Si rien n'est gagné, il est vrai que les conditions-cadre favorables à un accord semblent réunies, d'un point de vue économique et politique. La tâche des pays en développement les plus pauvres et d'assurer que l'accord ne se fera pas sur leur dos.

IDEAS Centre offre des services de conseils de politique générale aux gouvernements des pays en développement et en transition dans les domaines du commerce international, du développement et de la gouvernance économique. En liaison avec l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), IDEAS Centre aide les pays à faibles revenus à défendre leurs intérêts commerciaux et ainsi à mettre à profit leur appartenance à l'OMC d'une manière favorable à leur développement.

Nos précédentes notes d'information sont accessibles sur notre site: www.ideascentre.ch.

IDEAS Centre, 10, rue de l'Arquebuse, 1204 Genève, Suisse
T +41 22 807 17 40, F +41 22 807 17 41